

Le Conseil fédéral prévoit une nette baisse de l'aide publique au développement de la Suisse pour 2025-2028, contrairement à un vote du parlement en 2011. Tollé des ONG

# Chute annoncée de l'aide au Sud

CHRISTOPHE KOESSLER

**Coopération** ▶ «Ce serait un très net recul», regrette Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud, à propos de la nouvelle stratégie du Conseil fédéral en matière de coopération internationale 2025-2028. Pour la première fois depuis 2013, le pourcentage du revenu national brut (RNB) de la Confédération alloué au financement public du développement passerait sous la barre des 0,4%, à 0,36% (hors coûts de l'asile en Suisse). Ce chiffre était de 0,45% en 2020 et 2021.

Ce projet, soumis à consultation jusqu'à fin septembre dernier, devra être révisé et être adopté au printemps 2024. «En l'état, c'est absolument inacceptable et indigne d'un pays prospère comme la Suisse», continue le responsable de la coalition des grandes œuvres d'entraide helvétiques<sup>1</sup>, qui rappelle que le parlement s'était donné en 2011 l'objectif d'atteindre les 0,5% et que l'ONU a fixé la barre à 0,7%.

En réalité, l'aide aux pays du Sud diminuerait encore davantage puisqu'il est prévu d'inclure le soutien à l'Ukraine – estimé à 1,5 milliard de francs – dans l'enveloppe de la coopération internationale. Cela représente 13% du montant total. «Il faut bien sûr soutenir l'Ukraine, mais pas au détriment des pays du Sud. De graves conséquences pour eux sont à craindre», commente Andreas Missbach.

## Promesse trahie

Le Conseil fédéral avait promis que le soutien aux régions prioritaires de la coopération suisse augmenterait. Cette hausse attendue allait être d'autant plus importante que la Direction du développement et de la coopération (DDC) a annoncé en 2019 son retrait d'Amérique latine d'ici 2024, pour se concentrer sur des pays jugés «plus pauvres» (lire notre édition du 24 mai 2019). Une décision qui avait suscité le tollé de la société civile suisse engagée dans le sous-continent. «L'Amérique



La DDC soutient des projets dans de nombreuses régions du monde. Elle a cependant décidé de se retirer d'Amérique latine d'ici 2024. KEYSTONE

**«Si les pays pauvres pouvaient disposer de leurs ressources, ils n'auraient pas besoin de la coopération»**

Andreas Missbach

latine est délaissée, mais rien ne sera fait de plus pour les autres pays, notamment les Pays les moins avancés (PMA)», déplore le directeur d'Alliance Sud.

A cet égard la coalition souligne qu'il est peu probable que 0,2% du RNB soit attribué aux PMA comme le demande le Programme d'action de Doha des Nations unies. «Au cours de ces cinq dernières années, la quote part de la Suisse a stagné entre 0,13 et 0,14%». Alliance Sud suggère de renforcer l'aide aux PMA «dans lesquels un soutien

existe déjà», plutôt que d'ajouter un nouveau partenaire, le Maroc, comme il est envisagé, catégorisé comme pays à revenu faible ou intermédiaire.

## Éviter l'instrumentalisation

Les œuvres d'entraide helvétiques sont aussi attentives à ce que la coopération ne soit pas instrumentalisée par la politique migratoire suisse. Elle remarque que la Confédération prévoit de réserver 60 millions de francs pour des projets de

développement dans des pays identifiés en concertation avec le Secrétariat d'Etat aux migrations. «Il manque une déclaration claire selon laquelle il faut renoncer à toute conditionnalité dans le lien entre la coopération et les intérêts de la politique migratoire. La coopération ne doit pas soutenir ou exiger des mesures répressives qui visent à empêcher la fuite et la migration», déclare Alliance Sud.

Un autre orientation est décrite: celle d'augmenter l'aide humanitaire, qui passe de

20 à 25% du budget, empiétant sur le montant alloué à la coopération au développement. «L'une ne doit pas se faire au détriment de l'autre. Le soutien structurel à long terme permet de prévenir les catastrophes humanitaires. Lorsque des urgences surviennent, comme les inondations au Pakistan, le parlement peut et doit dégager des crédits supplémentaires», explique Andreas Missbach.

## Suisse appelé à la «cohérence»

Enfin, sa coalition estime que la question de la cohérence des politiques de la Suisse en matière de développement est insuffisamment prise en compte dans la Stratégie de coopération internationale 2025-2028. Et de prendre quelques exemples: «La politique fiscale de la Suisse doit être orientée de manière à empêcher l'évasion et la fraude fiscale des multinationales et de ne pas saboter les efforts des pays partenaires pour générer des revenus issus de leur imposition. De même, la lutte contre la corruption et la criminalité économique nécessite la divulgation des ayants droit économiques et l'assujettissement des activités du conseil des avocats et des notaires à la loi sur le blanchiment d'argent».

La Stratégie de la coopération devrait aussi préciser que la Suisse doit s'engager en faveur du désendettement des pays du Sud global. «Si les pays pauvres pouvaient disposer de leurs propres ressources et investir en faveur du développement, des écoles et des services de santé, ils n'auraient pas besoin de la coopération», conclut Andreas Missbach.

Le Conseil fédéral a jusqu'au printemps 2024 pour revoir sa copie. I

<sup>1</sup>Swissaid, Action de Carême, Helvetas, Eper, Solidar Suisse et Terre des hommes.

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

## PAS DE PRIVATISATION DE L'AIDE EN VUE

L'inquiétude était palpable il y a trois ans au sein des milieux de la coopération suisse. En mai 2020, l'ONG suisse Public Eye avait pu consulter des documents internes de la DDC qui faisaient état de l'intention de quintupler le nombre de projets de développement portés par le secteur privé, dont des multinationales (lire Le Courrier du 28 mai 2020). De 5% en 2020, la proportion de ces programmes pourrait passer à 27% d'ici à 2032, indiquait Public Eye. Cette préoccupation avait notamment été entretenue par la nomination d'un ancien vice-président de la firme Nestlé, Christian Frutiger, à la tête de la DDC en 2019. Pour l'heure, ce transfert de la coopération du secteur public et des ONG vers les entreprises n'a pas eu lieu, rassure aujourd'hui Andreas Missbach. «La majeure partie des projets dans ce domaine vont dans le sens de soutenir le secteur privé local, y compris les coopératives. Et

les montants investis dans des projets avec des multinationales restent relativement modestes. La nouvelle stratégie ne prévoit pas de montant précis».

L'idée de collaborer avec de grandes firmes – y compris par le financement public de leurs projets de «développement» – n'est pas nouvelle. Elle est présentée par certains comme très avantageuse en raison d'un supposé effet multiplicateur des sommes mises à disposition: «Selon cette vision, cela encouragerait ces firmes à investir beaucoup plus dans un développement désintéressé. C'est illusoire. Les multinationales ne vont pas dépenser si cela ne leur est pas directement profitable», commente le directeur d'Alliance Sud. La société civile devra continuer à ouvrir l'œil. «Restons attentif, car les discussions à cet égard continuent». CKR

## Agenda de la solidarité

### COLOMBIE

LES CHEMINS DE LA PAIX  
10 OCTOBRE

Une conférence sur la construction de la paix en Colombie est proposée par l'association Comundo le 10 octobre à Genève. Sa coprésidente dans ce pays, la juriste neuchâteloise Yina Avella présentera la situation actuelle et exposera son travail avec l'association Justapaz pour la protection des mineurs contre la violence armée et le recrutement forcé et pour leur droit à l'objection de conscience.

A 19h, à la Librairie Albatros (6 rue Charles-Humbert).  
Conférence en espagnol.

### JOURNÉE À RENENS

RÉSEAUTAGE ASSOCIATIF  
11 OCTOBRE

«Apporter des pistes utiles pour améliorer les pratiques associatives de celles et ceux qui s'investissent dans ce milieu.» Tout un programme pour la Journée des associations organisée par la Ville de Renens à destination des organisations de la commune et de l'Ouest lausannois. Les activités démarrent à 13h15 avec un mot de bienvenue, suivi d'un documentaire *Le bénévolat rend heureux*, de la RTS. Trois ateliers suivront sur les défis et les opportunités de l'«associativisme», les apports des bénévoles et les facteurs de réussite d'un pilotage associatif. Avant de terminer par une synthèse à 18h et un apéritif dînatoire à 19h. A la Salle des spectacles de Renens.

Renseignements: 021 632 77 88 ou [delegue.integration@renens.ch](mailto:delegue.integration@renens.ch)

### JOURNÉE DE RÉFLEXION

AGRICULTURE ET CLIMAT  
11 ET 13 OCTOBRE

A l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, le 13 octobre prochain, une coalition d'organisations, dont Swissaid et l'EPER, organise un colloque sur les liens entre l'alimentation, l'agriculture et le changement climatique, et sur les solutions à apporter. A relever la présence d'intervenants du Burkina-Faso, du Tchad et du Rwanda, en plus d'acteurs de l'agriculture locale durable. De 9h30 à 17h au domaine de la Touvière à Meyrin<sup>1</sup>. Deux jours plus tôt, le 11 octobre, Swissaid lancera le cinquième épisode de son podcast «En quête de solutions – les 5 facettes de la faim» dédié à l'agroécologie<sup>2</sup>.

<sup>1</sup>Plus d'informations et inscriptions sur [www.contrelafaim.ch](http://www.contrelafaim.ch).  
<sup>2</sup>A écouter à l'adresse [swissaid.ch/fr/podcast/](http://swissaid.ch/fr/podcast/)

### FORUM SUR LA TERRE

«COLONIALISME DU CARBONE»  
2 NOVEMBRE

L'association Eper /Pain pour le prochain propose un webinar pour comprendre la question du marché du carbone basé sur la terre et les problèmes qu'il entraîne dans les pays du Sud. «L'impact réel de ces crédits sur l'atténuation de la crise climatique est très contesté et les projets de compensation carbone ont entraîné une pression accrue sur les terres, voire un accaparement», explique l'ONG, qui utilise l'expression de «colonialisme du carbone». Des intervenants de plusieurs pays du Sud donneront leur point de vue et esquisseront des alternatives. Le 2 novembre, de 13h à 15h, puis, pour les plus motivés, les 9 et 16 du même mois. CKR

Inscriptions: [www.heks.ch/land-based-carbon-market-perspectives-global-south#fran-ais](http://www.heks.ch/land-based-carbon-market-perspectives-global-south#fran-ais)